

1988-1990 aux PTT (1)

LA COMMUNICATION AU COEUR DE LA STRATEGIE SYNDICALE

Alain Gautheron IHS-FAPT

NOVEMBRE 88, LA GREVE DANS LES SERVICES POSTAUX ENGENDRE 1463 ARTICLES DE PRESSE.

LA CGT ANIME CETTE MOBILISATION. ELLE LA CONSTRUIT ET LA CONDUIT DEMOCRATIQUEMENT AVEC LES SALARIES.

SALAIRES, EMPLOIS, SERVICE PUBLIC SONT LE COEUR DE LEURS REVENDICATIONS.

IMPOSSIBLE ALORS POUR LE GOUVERNEMENT, POURTANT PRESSE PAR "LE MARCHE", DE PRECIPITER UN PROJET DE PRIVATISATION. LA COMMUNICATION VA PRENDRE UNE DIMENSION ESSENTIELLE DANS L'AFFRONTMENT QUI S'ENGAGE.

JUSTEMENT LA CGT LA PLACE AU COEUR DE SA STRATEGIE...

RETOUR SUR LE CONTEXTE POLITIQUE

Le 8 mai 1988, François Mitterrand est élu Président de la République pour un second mandat. Il nomme Michel Rocard Premier Ministre, Paul Quilès devient ministre des PTT, enfin des PTE (poste, télécommunications, espace). Ils sont confirmés dans leurs responsabilités après les législatives des 5 et 12 juin qui donnent une majorité relative au parti socialiste. La composition du nouveau gouvernement s'ouvre à la droite.

Lors de la campagne électorale, un tract du GSE (groupe socialiste d'entreprise) avait appelé le personnel des PTT à voter François Mitterrand, en réaffirmant la mission de service public de La Poste et des Télécommunications *"dans le cadre des statuts existants pour les deux branches et le personnel."*

Quant à lui, Paul Quilès dans une lettre au personnel, datée du 18 mai, affirmait le choix de l'unité des PTT, de la stabilité du statut, son attachement à la notion de service public. Autant d'engagements qui, selon lui, devaient rassurer le personnel pour ...aborder les évolutions nécessaires !

C'est vrai qu'il avait beaucoup de travail à faire. L'inquiétude du personnel était grande et sa capacité de mobilisation intacte. Elle venait de contraindre le libéral Gérard Longuet à reconnaître "*qu'il s'était planté* " avec son projet de privatisation.

GLISSEMENTS SEMANTIQUES

Les premières décisions et déclarations de Paul Quilès, après sa prise de fonction, n'incitent pas les défenseurs du service public à baisser la garde.

Enumérons quelques faits. Il confirme les choix de son prédécesseur en matière de suppressions d'emplois, de filialisation.

Il présente la déréglementation comme une fatalité et n'entend pas revenir sur les mesures déjà prises pour la mettre en oeuvre.

Au conseil des ministres européens, il est chargé, par le gouvernement français, de participer à la construction d'un grand marché sans obstacles à l'activité des multinationales.

Il attend presque deux mois avant de recevoir enfin, la fédération CGT. Le climat social est à l'affrontement. La CGT dénombre 1570 actions dans des services depuis le printemps. Elle demande des négociations sur les revendications et consacre une grande partie de son intervention pour présenter ses propositions de rénovation du service public et de coopération particulièrement en Europe, en opposition avec les objectifs de l'Acte unique européen.

Le Ministre s'enferme dans un laconique : "*je ne suis pas surpris, la cgt est contre tout.*»

Au delà de la forme, la cgt relève dans cette formule l'esquisse d'une démarche. En prétendant que la cgt n'a pas de proposition, il est logique pour Paul Quilès de ne pas avoir à discuter de ce qui est censé ne pas exister. Il ne veut pas débattre avec la cgt.

Démarche qu'il étend et confirme lors d'une conférence de presse.

Il rejette tout débat qu'il qualifie de "*théologique* " sur le service public rappelant son "*goût pour une action concrète et pragmatique qui intègre les problèmes de la vie quotidienne.*»

La CGT attentive aux discours ministériels, remarque vite des glissements sémantiques. Au service public, le ministre accole systématiquement un nouveau qualificatif : "*entreprenant* ". C'est bien au modèle de l'entreprise que pense Paul Quilès lorsqu'il évoque "*les évolutions nécessaires* ."

Parlant du personnel, il annonce son intention de "*libérer sa créativité* " et de "*faire appel à son sens de l'initiative.*"

Compte tenu de son refus de négocier depuis son arrivée la CGT n'a pas grand mérite à voir là le faux nez de ceux qui veulent s'en prendre au statut des fonctionnaires.

Leur thèse est connue. Le statut serait un carcan qui écraserait les salaires, empêcherait de reconnaître le mérite individuel, brimerait la prise de responsabilité.

Selon elle ce qu'il faut au contraire c'est appliquer le statut en y consacrant les moyens budgétaires nécessaires, renforcer les droits des personnels, rendre transparente la gestion du service public et la démocratiser.

La CGT PTT n'a aucun doute, l'affrontement sur la question du service public va connaître une nouvelle phase .Elle perçoit déjà que la communication y prendra une place essentielle.

En effet, ceux qui veulent soumettre le service public à la loi du marché ne peuvent attaquer frontalement. Ils savent que le personnel les attend de pied ferme. Ils doivent manoeuvrer : d'abord diffuser un discours rassurant pour mieux camoufler la réalité de leurs objectifs et de leurs décisions dissonantes.

Dès le 20 juillet 1988 , la fédération adresse un courrier à ses militants .Dans une colonne ,elle déroule le discours du Ministre,dans une autre en regard, elle oppose non pas ce qu'il faut en penser mais le passe au crible des faits .

Elle informe ainsi son collectif et l'incite à étudier les messages officiels en faisant appel à son esprit critique, à son expérience pour en mesurer la portée et y répondre.

Elle procède de la sorte avec tous les documents qu'elle juge importants.

PROPAGANDE, COMMUNICATION, DEJA UNE LONGUE HISTOIRE AUX PTT (2)

"Les postiers sont des gens de lettres " disait, avec humour, Georges Frischmann, ancien secrétaire général de la fédération.

La collection de tracts , de brochures , d'affiches (destinées aussi au public), de journaux rédigés par des associations et des syndicats ,depuis le 19^o siècle est , dans les PTT , impressionnante.

Cette propagande précède et contribue à la conquête du droit syndical avec le Statut des fonctionnaires (1946).

C'est sa qualité et son intensité, stimulées par la division syndicale qui, en partie, contraignent très tôt les Ministres à organiser et développer une expression officielle.

C'est vrai que cette propagande syndicale dénonce et polémique souvent avec verve et brio. Elle revendique, elle informe, elle propose. Elle tisse des liens de

solidarité entre les individus, les catégories. Elle appelle et contribue à l'action syndicale.

A sa lecture, on perçoit qu'elle n'est pas un supplément d'âme aux mains de quelques spécialistes.

Elle porte et associe les dimensions essentielles du combat syndical : défendre ses idées, revendiquer, s'organiser pour être plus efficaces. Elle est utile à tous les syndicalistes.

Chaque époque, chaque étape de la démarche syndicale et de ses priorités lui donnent son souffle et ses limites.

Par exemple, après 1968 le salariat se diversifie. Il veut être reconnu, comprendre, donner son avis.

Ces exigences s'adressent aussi aux syndicats.

Peu à peu, la CGT comprend les méfaits d'une démarche globalisante dans l'expression des revendications et des formes d'action.

De son côté, le patronat s'inquiète. Sa domination est mise en cause y compris par de nombreux cadres.

Le socialisme devient une perspective crédible. Utilisant les nouvelles technologies, articulant ses moyens avec ceux d'un pouvoir politique qui lui est dévoué, le patronat s'engage dans la guerre idéologique.

"Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut convaincre !" lance Henri Krasucki aux militant(e)s de la CGT.

DES JOURNEES D'ETUDE SUR LA PROPAGANDE

Connaitre ses racines , décider de ce que l'on peut reproduire , inventer ce qui peut rendre plus efficace dans les conditions du moment est une contrainte permanente pour qui veut élaborer une propagande de qualité .

C'est sans doute pour tenter de relever ce défi que, les 17 et 18 avril 1986, la fédération CGT des PTT réunit ses secrétaires départementaux à la propagande.

Trois thèmes y sont abordés.

Retenons, pour chacun, quelques idées émergentes qui montrent aussi ou en était alors la CGT PTT sur le sujet.

1°) la propagande patronale aux PTT. Le rapport met en évidence : le but, les thèmes, les supports, l'organisation de la propagande officielle dans les services. Autant de réalités négligées voire ignorées par de nombreux militants

2°) le rôle du secrétaire départemental à la propagande. Membre à part entière

de la direction du syndicat, il veille à ce que le collectif appréhende les réalités sociologiques du terrain, les attentes des différentes catégories de personnel, connaisse l'essentiel du discours de la direction, des autres syndicats, sache exposer le point de vue de la CGT sur les questions d'actualité et les revendications, utilise tous les supports syndicaux pour s'exprimer.

3°) notre propagande CGT à tous les niveaux. Il s'agit là de faire le tour des moyens dont dispose la cgt pour s'exprimer : presse, tract, heure d'information syndicale, panneau syndical...

Le déroulement des travaux : séance plénière pour les situer au coeur des préoccupations de la fédération et plus largement de toute la CGT, éclatement en trois groupes de travail afin de favoriser l'approfondissement de chaque thème, restitution des travaux par présentation d'une synthèse en séance plénière favorise l'appropriation de connaissances et la participation au débat.

La discussion montre que le débat porte bien sur la démarche syndicale : faut-il rassembler autour de la cgt et " en gros" concentrer son expression à l'affirmation de ses certitudes(" faire de la propagande ") ou bien construire avec les salariés.

Cela implique de les écouter et de les entendre, de débattre avec eux.

Toutefois, la CGT n'est pas la simple résultante des idées qui dominent parmi les salariés. Elle défend des valeurs, des pratiques, des revendications élaborées, en son sein, par ses syndiqués. Ils ont choisi de se battre pour elles, Ils cherchent à convaincre pour les faire partager mais en dernier ressort ils décident avec les salariés

.

C'est en agissant ainsi que la CGT PTT met en oeuvre une campagne durable d'élaboration de cahiers revendicatifs dans chaque service.

La conférence insiste enfin sur le besoin de former les militants à l'activité de propagande.

Le programme du stage fédéral d'octobre 1988 donne un exemple des efforts déployés. Il articule deux dimensions essentielles : une dimension "théorique"qui reprend en les adaptant les sujets abordés lors des journées d'étude des secrétaires départementaux ,une dimension pratique sur l'expression écrite , orale, les rapports avec la presse, la réalisation d'une revue de presse...

LA GREVE DES CHAUFFEURS POSTIERS, DERNIERS ENSEIGNEMENTS POUR LE GOUVERNEMENT.

Durant l'automne 1988, les chauffeurs postiers qui conduisent " les camions jaunes " s'opposent, par la grève, à la privatisation du transport du courrier et au démantèlement de leur service.

Ils proposent même la création de nouvelles lignes afin d'améliorer la qualité de service et revendiquent une amélioration de leur déroulement de carrière.

Le Ministre ne déroge pas à sa méthode. D'abord, il refuse de négocier. Il envoie des forces de police autour de quelques centres. Les grévistes tiennent bon, d'autant que dans la profession, le climat est à la mobilisation syndicale. Ils obtiennent des discussions et contraignent la direction à des reculs. Après consultation du personnel, ils appellent à la poursuite du mouvement. La CGT est avec eux. CFDT, FO et CFTC se prononcent pour la reprise. Cela provoque une scission au sein de la CFDT qui se trouve durablement affaiblie, particulièrement en Ile de France.

Indiscutablement Paul Quilès tire rapidement des enseignements de ce conflit. Ils vont marquer sa méthode pour mettre les PTT sur orbite libérale.

Il a face à lui un personnel :

- conscient des enjeux qu'il ne peut contourner sans débattre
- capable de conduire des luttes avec une pratique démocratique que l'audience de la CFDT et de FO ne suffit pas à contenir.

Il s'interroge probablement sur les réserves que marquent de nombreux cadres mais aussi parfois des journalistes, à propos de ses pratiques et décisions.

Sans doute se rappelle-t-il alors ce conseil que l'on attribue à son prédécesseur : *"ne pas rester en tête à tête avec les syndicats et le personnel."*

L'ANNONCE DU DEBAT PUBLIC

A l'automne 1988, Paul Quilès décide de nommer une personnalité *"indépendante et incontestable"* (3) afin d'organiser un débat public sur le rôle et la place des PTT dans la vie économique du Pays. Le rapporteur n'aurait pas à défendre de point de vue. Il devrait réaliser un document de synthèse des débats afin d'éclairer les décisions ultérieures du gouvernement.

La CGT a la conviction qu'il s'agit d'une méthode qui change sur la forme empruntée jusque là, pas sur le but visé : discuter pour rassurer et endormir les opposants afin d'avancer sur le chemin de la privatisation, en limitant le risque de conflits.

La CGT pouvait alors se contenter de dénoncer la manoeuvre et escompter sur ses propres moyens pour asséner ses dénonciations et certitudes.

Elle aurait alors réduit le personnel au rôle de spectateurs sommés de choisir entre deux modèles élaborés sans eux.

Elle décide, en toute lucidité, d'investir le débat public, d'utiliser tous les moyens, tous les espaces pour faire entendre sa voix, pour débattre, pour mobiliser.

Sa communication s'élabore en étroite liaison avec sa démarche revendicative.

Lors du Comité Confédéral National de la CGT des 20 et 21 juin 1988, voici ce que Maryse Dumas, alors Secrétaire Générale de la Fédération déclarait :

"Plus nous parviendrons à enraciner un certain nombre de revendications précises et plus nous serons en état de contrecarrer ce qui se met en place. Nous devons nous interroger sur la façon dont nous nous adressons aux gens.

Très souvent nous ne partons pas de ce qu'ils vivent, ressentent, des revendications que nous avons définies avec eux, mais du dernier rapport gouvernemental ou patronal sorti, de la dernière menace annoncée...pour parler claire, il me semble qu'il faut partir des revendications...mener les luttes sur ces revendications avec acharnement, avec suite, apprécier et faire connaître aux salariés ce qui se trame en rapport avec la revendication et la lutte et non l'inverse."

CAMPAGNE ELECTORALE

Une circulaire fédérale interne présente un véritable plan de communication pour la campagne électorale des élections aux CAP (commissions administratives paritaires) de mars 1989.

Elle évoque le calendrier, l'état d'esprit des différentes catégories de personnel, les thèmes, les supports, les initiatives programmées de la CGT et insiste sur le besoin d'une propagande décentralisée et orale par un plan de visite de tous les bureaux.

Relevons les quatre images fortes que l'organisation met en avant, une cgt qui :

- rassemble par la lutte pour les revendications
- permet de gagner, la preuve par le bilan revendicatif !
- pratique la démocratie. *"Une cgt avec chacun et chacune, c'est-à-dire en prise avec la catégorie, la diversité de la profession, sa mixité, ses spécificités."*
- défend le statut des fonctionnaires, le service public, fait des propositions pour leur rénovation

A l'issue de ce scrutin, la CGT renforce sa place de première organisation syndicale de la profession, tandis que CFDT et FO s'affaiblissent.

FACE A DES PUBLICATIONS SANS SURPRISES, LA CGT

CONFIRME SA DEMARCHE

Ce que publie le rapporteur Hubert Prévot ne contient pas de surprises pour la CGT.

Dans une note interne, elle confirme sa démarche et prend quelques initiatives nouvelles et adaptées en matière de communication.

Elle constate que le débat public n'instaure pas, loin de là, une trêve dans la politique du Ministère.

Elle réaffirme: "*le meilleur moyen d'aborder le débat c'est de développer les luttes.*"

Elle remarque que le rapport préconise la logique d'entreprise privée mais ignore la véritable alternative publique qu'elle préconise. "*A nous de la poser, en nous saisissant de toutes les occasions d'expression, d'intervention et de réunion du personnel*" écrit-elle.

Elle décrète une "*cgt à l'offensive partout, à tout moment.*"

Organisation, revendication propagande s'articulent solidement dans sa démarche.

Elle décide de réunir partout ses syndiqués pour qu'ils animent la mobilisation revendicative, améliorent avec le personnel des propositions alternatives au rapport, se les approprient, "*portent le fer dans la plaie*" en intervenant dans toutes les initiatives officielles pour y porter la contradiction.

Le Ministre organise des Tables rondes, avec des personnalités, des élus, des acteurs économiques et sociaux la fédération insiste: "*elles devront donner lieu à une préparation commune avec l'interprofessionnel pour faire remonter les besoins des usagers, les problèmes réels et les réponses que nous apportons.*"

Le bureau fédéral CGT PTT prend quatre initiatives.

Il formule, à l'intention du Ministre, une nouvelle demande de négociations, sur la base des revendications du personnel.

Il popularise cette initiative et la fait soutenir par une pétition du personnel.

Il propose un débat entre la fédération et le rapporteur en vidéocommunication (sorte de réseau de télévision interne aux PTT).

Les directions présentent au personnel le rapport Prévot par l'intermédiaire d'une cassette vidéo. La CGT réalise la sienne. Elle appelle à l'utiliser dans les réunions officielles et dans les réunions syndicales.

A l'usage, on s'aperçoit qu'elle cultive chez les militants un sentiment de fierté

(la cgt est elle aussi capable de produire un outil moderne !) et qu'elle favorise les interventions orales des participants aux réunions.

Il adresse "*une tribune libre*" de la fédération au journal du débat public.

Sa rédaction la publie mais sans la photo qui l'accompagnait. Elle montrait des gardes mobiles lance grenade à l'épaule empêchant le personnel manifestant d'approcher du Ministère des PTT. La CGT crie à la censure. Sale temps pour "le débat public"!

Il édite des tracts, des argumentaires en direction du personnel, des usagers, des élus.

Il incite le personnel à utiliser questionnaires et minitel mis en place par les directions, pour populariser ses revendications.

LA VIDEO DU 8 JUIN 1989

En 1986, la direction de la formation professionnelle de France telecom met au point un réseau interne de vidéocommunication.

Il est, au début, utilisé pour faire connaître du nouveau matériel, une nouvelle procédure au personnel.

Un glissement s'opère progressivement, il transmet de plus en plus souvent le message descendant des directions.

Dès 1988, l'union fédérale des cadres de la fédération CGT des PTT revendique l'utilisation du réseau. Elle cherche par ce moyen à atteindre deux buts principaux:

-valoriser aux yeux du personnel et du grand public, un service moderne et utile, riche de potentialités, mis au point par les chercheurs et les techniciens d'une Administration d'Etat alors que la privatisation menace.

-montrer sa propre modernité par sa capacité à maîtriser et transformer l'utilisation des nouvelles technologies (par exemple en développant vraiment l'interactivité) dans son fonctionnement interne et sa démarche syndicale.

Le 20 janvier 1989, l'UFC-CGT des PTT obtient, pour la première fois en France (et sans doute aussi au Monde) la possibilité d'utiliser le réseau pour deux heures de direct.

L'originalité de l'évènement qui réunit 1500 cadres sur tout le territoire n'échappe pas à la presse qui titre: "*des syndicalistes vont débattre*"

par...satellite", "un débat national sur écran aux telecom", "une première via l'espace».

Dans le cadre du débat public la fédération obtient le réseau le 8 juin de 13H à 15H.

Elle s'appuie sur son expérience pour réussir ce rendez-vous. Elle va faire preuve d'audace, d'innovation et transformer l'utilisation du réseau.

Elle prépare cet évènement comme une action nationale. Elle invite ses militants à obtenir le maximum de lieux et moyens de réception, à inscrire les participants, à agir avec eux afin d'obtenir des facilités de service, à organiser leur déplacement lorsque la salle de réception ne se trouve pas dans leur service.

Elle contribue à une présence représentative des différentes catégories de personnel particulièrement dans les salles interactives. Elle demande que le personnel use de tous les moyens à sa disposition pour transmettre témoignages, point de vue et revendications.

Dans les jours qui précèdent, elle organise des réunions de militants afin de faire le point de la préparation de l'initiative dans toutes ses dimensions

.Des tracts qui émanent de ses différentes structures insistent sur les enjeux de l'initiative et appellent le personnel à y participer.

Jusqu'à la dernière minute, une équipe restreinte fait la synthèse des principales questions qui remontent dans l'affrontement, des forces et des faiblesses des deux camps opposés, rode des arguments, des formules...

Le 8 juin à 13H, 20 000 personnes se pressent pour entrer dans les salles.

Très vite après la mise en route, Maryse Dumas face à Hubert Prévot lance au personnel : "*la parole est à vous !*"

Le micro circule de salle en salle. Le personnel est le personnage central de ces deux heures de direct: témoignages émouvants, décapants se succèdent mais aussi indignation, révolte, revendications, espoirs, propositions...

Ensuite, quelques rares fois encore les syndicats ont pu utiliser le réseau VIF mais Ministres et Directeurs ont toujours refusé de retransmettre, en direct dans les services, des séances de "négociations."

Pourtant la CGT le leur a suggéré l'idée à plusieurs reprises.

LES RELATIONS DE LA CGT AVEC LA PRESSE

Les relations des postiers avec la presse sont passionnelles !

Acheminer et distribuer quotidiennement le journal, c'est participer à la libre circulation des idées, c'est une mission de base du service public. Les postiers sont fiers de l'accomplir mais ils savent aussi les combats qu'ils doivent mener pour disposer des moyens budgétaires nécessaires.

La presse influence l'opinion mais doit aussi, en partie, la refléter. La CGT en est convaincue. Depuis longtemps, elle veille à l'information de ses militants sur son contenu et sur l'image qu'elle renvoie du service public, de la CGT, plus largement du syndicalisme. Elle insiste pour que la même attention soit portée dans les départements.

Elle s'efforce d'entretenir des relations régulières avec les journalistes chargés de la rubrique "PTT".

Elle leur adresse régulièrement ses expressions écrites, rédige des communiqués de presse, organise des conférences de presse, essaie de répondre à leurs sollicitations aussi précipitées que diverses. Pour cela, elle souhaite que dans chaque structure, un militant consacre une partie de son temps à cette activité.

Dans cette phase "du débat public" la cgt identifie deux axes sur lesquels, à travers la presse, le Gouvernement concentre ses efforts :

-donner à l'extérieur, l'illusion que sa décision de mettre les PTT sur les rails de la privatisation découle d'un débat démocratique interne

-convaincre que cette évolution améliorera les choses pour les usagers.

Toutefois, la lecture de la presse qui couvre cette période ,particulièrement la presse régionale, montre qu'une large place est faite aux initiatives, désaccords, propositions de la CGT, tant pour le personnel que pour le service public.

La preuve que, sur le terrain, la CGT n'a pas négligé cette dimension de l'affrontement.

AVEC LE DEBAT PUBLIC, LE GOUVERNEMENT A DONNE LA PAROLE AU PERSONNEL ET AU PUBLIC, POUR DECIDER DE FAIRE LE CONTRAIRE. (4)

QUEL GACHIS SOCIAL ET POLITIQUE !

IL A UTILISE LA COMMUNICATION POUR MANIPULER ET ASSURER LA DOMINATION DES PUISSANTS.

LA CGT N'A PAS A REGRETTER SES CHOIX. AVEC SES FORCES ET SES FAIBLESSES, ELLE A ESSAYE DE METTRE LA COMMUNICATION AU SERVICE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS.

L'ACTION A PERMIS DE CONSERVER DES POINTS D'APPUI POUR LA POURSUITE DES COMBATS.

UNE NOUVELLE GENERATION DE MILITANTS EST NEE DANS CET AFFRONTLEMENT

A L'HEURE DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE, ELLE A APPRIS ELLE AUSSI, LE BESOIN D'UNITE D'ACTION SYNDICALE ET ACQUIS LA CERTITUDE QUE LA LUTTE DES CLASSES SE MENE SUR LE TERRAIN ECONOMIQUE, IDEOLOGIQUE MAIS AUSSI POLITIQUE.

Alain GAUTHERON

Ihs-CGT-fapt

(1) pour cette période de l'Histoire des PTT, j'ai utilisé comme sources :

-le courrier fédéral de la fédération CGT des PTT de juin 1988 à mai 1990

-Messages la publication du Ministère des PTT, Hors Série 1989 " PTT: Histoire d'une réforme"

-La réforme des PTT -Jocelyne Barreau Ed. La Découverte 1995

-Du bulletin officiel à la communication d'entreprise, le cas de La Poste et de France telecom,Alain Gautheron Edité par la CGT-PTT en 1998

(2) le terme propagande est perçu comme : affirmer ses certitudes. Il a une connotation péjorative, on l'assimile aisément à bourrage de crâne.

Communication signifie plutôt dialogue, partage, échanges. L'étiquette ne garantit pas pour autant le contenu !

Toutefois, si on retient ces deux définitions sommaires, on constate que la CGT PTT, tout en conservant le terme propagande met déjà en oeuvre de la communication.

(3) il s'agit d'Hubert PREVOT, ancien collaborateur du bureau confédéral de la

CFDT et proche de Michel ROCARD !

(4) la loi "Rocard/Quilès" est adoptée par l'Assemblée Nationale le 19 juin malgré l'opposition du Groupe communiste. La droite suit la recommandation de Gérard Longuet "un vote d'abstention sans lequel ce texte ne pourrait être adopté."